

Déclaration de Paul-Henri Spaak sur les difficultés de l'intégration européenne (Février 1950)

Légende: En février 1950, face aux critiques américaines concernant les lenteurs du processus d'intégration européenne, Paul-Henri Spaak, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, détaille les raisons de certains blocages et souligne l'importance d'intensifier les efforts en vue de la mise en place d'une Europe unie.

Source: The National Archives of the United Kingdom, [s.l.], Kew, Richmond, Surrey, TW9 4DU.

<http://www.nationalarchives.gov.uk/>, Records created and inherited by the Foreign Office, FO. Movement for European Unity: collection of statements by British and foreign statesmen and clergy 1950, FO 371/88643.

Copyright: (c) The National Archives of the United Kingdom

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_paul_henri_spaak_sur_les_difficultes_de_l_integregation_europeenne_fevrier_1950-fr-9126fb3d-a9bf-4e0a-ba80-dd87a13fa892.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Déclaration de Paul-Henri Spaak sur les difficultés de l'intégration européenne (Février 1950)

BELGIUM

PAUL-HENRI SPAAK

President of the Consultative Assembly of the Council of Europe

Il n'est pas douteux que la première Session de l'Assemblée Consultative à Strasbourg a été un succès. Certainement pas une réussite parfaite mais une importante étape dans la bonne voie. Les preuves de ce succès sont d'après moi: l'esprit européen incontestablement montré par beaucoup des délégués (j'entends par là leur volonté d'examiner les problèmes en dehors de leur idéologie nationale ou de parti) et le réalisme agissant qui a présidé à nos débats (je veux dire que tout en ayant la conscience de la nécessité d'opérer en Europe de profonds changements nous n'avons rien proposé d'utopique) et que nous avons marqué notre conviction qu'il fallait procéder d'une manière sage et réfléchie en tenant compte de toutes les situations; la possibilité qui s'est révélée de créer bientôt un organe politique européen, à compétence limitée mais à pouvoir réel, l'assurance qu'il n'était pas impossible que dans un temps relativement bref un minimum de législation sociale soit appliqué dans tous les pays participants; d'excellentes considérations sur ce qui est la civilisation occidentale et sa culture et des suggestions intéressantes concernant les échanges intellectuels sous toutes leurs formes; enfin dans le domaine économique une récapitulation des maux dont nous souffrons et l'indication de quelques remèdes.

Pour une première tentative ce n'était vraiment pas trop mal et nous avons quitté Strasbourg confiants et optimistes.

Les derniers mois ont été moins encourageants et cela est dû, à mon avis, à deux causes qu'il est facile à déterminer: la façon dont la dévaluation des monnaies européennes a été opérée et la position prise par le Comité des Ministres. Les dévaluations européennes ont été faites en ordre dispersé. Chaque gouvernement n'a songé qu'à ses intérêts propres, essayant de s'assurer sur les autres un maximum d'avantages sans se préoccuper un seul instant du bien commun européen. Et cette manifestation d'égoïsme économique venant tout de suite après Strasbourg, a fait l'effet d'une douche froide sur les enthousiasmes, en montrant qu'il y avait encore loin des paroles aux actes. Puis est survenue la réunion du Comité des Ministres. On en a beaucoup parlé et l'on en a peut-être un peu exagéré le côté négatif. Mon sentiment est que cette réunion avait été mal préparée et peut-être, oserai-je le dire, par des fonctionnaires qui, dans leur ensemble, croient peu à l'Europe et à ses possibilités, et que toutes ces questions nouvelles ennuient car ils n'aperçoivent pas les raisons que l'on pourrait leur donner.

La méthode suivie au Comité des Ministres fut évidemment détestable puisque, pour la grande majorité des questions, elle consistait à renvoyer à divers organismes les résolutions de l'Assemblée sans indiquer à quelle date les rapports devaient lui être présentés. Cela ressemblait fort à un enterrement définitif. Pour le surplus le Comité des Ministres émettait l'avis qu'il n'y avait pas lieu de réunir régulièrement les principales commissions créées par l'Assemblée. C'était, à mon sens, une grave erreur car le travail de l'Assemblée ne peut être fécond que s'il est bien préparé et il ne peut être bien préparé que par le travail de ses Commissions.

Tout cela a évidemment créé une mauvaise impression. Mais la Commission Permanente élue par l'Assemblée de Strasbourg a aussitôt réagi - et a réagi à l'unanimité - sans distinction de nationalité ou de parti.

Elle a marqué, à la fois, ses droits et sa volonté d'en user. Elle l'a fait en termes corrects et énergiques et je suis absolument convaincu que c'est son point de vue qui triomphera.

Dès lors l'avenir ne me paraît pas entièrement sombre. Seuls pourraient se décourager ceux qui s'imaginent que l'Europe se fera par un coup de baguette magique ou même dans un grand élan d'enthousiasme. Il n'en est rien. L'Europe organisée et unie sera le résultat d'un long et patient effort. Ceux qui se consacrent au triomphe de ces idées savent bien que dans leur lutte ils connaîtront comme toujours des hauts et des bas.

Voici ce que j'espère pour l'Europe dans l'année qui vient: d'abord l'intégration dans le Conseil, de l'Allemagne de l'Ouest. Et il me paraît inutile d'insister sur l'importance de l'événement. Je voudrais qu'aux Etats-Unis on comprenne bien l'effort de bonne volonté et de compréhension que cela représente, à moins de cinq ans après la plus cruelle des guerres.

Dans le domaine économique, très probablement grâce au travail combiné de l'O.E.C.E. et de l'Assemblée de Strasbourg, la solution des problèmes monétaires européens et le retour à une convertibilité des monnaies européennes entre elles avec toutes les conséquences que cela implique et également une beaucoup plus grande libération des échanges.

Dans le domaine social la mise au point de ce minimum commun de législation qui me paraît une base absolument indispensable à la poursuite de nos travaux.

Dans le domaine culturel, des réalisations pratiques qui permettront aux élites et aux masses européennes de se mieux connaître et de se mieux comprendre.

Dans le domaine politique une organisation qui en fonction du Conseil de l'Europe et de ses organes (l'Assemblée, la Commission Permanente et le Comité des Ministres) permettra à ce qui existe déjà de fonctionner avec plus de poids et plus d'autorité et de donner à cette Assemblée le droit, par des moyens appropriés, de pousser jusqu'à la réalisation effective de ses recommandations dans tous les domaines.

Si nous faisons cela dans les douze mois qui viennent nous n'aurons pas perdu notre temps.

Vous me demandez si tous les pays membres du Conseil de l'Europe manifestent la même foi et le même enthousiasme. La réponse est négative. Elle se comprend d'ailleurs parfaitement la situation individuelle étant très différente. Chaque pays a ses problèmes propres. Quelques uns sont très importants et très urgents. Cela explique à mes yeux, sans les justifier, un certain détachement et même certaines hésitations.

Mais ma conviction reste entière : c'est dans le cadre d'une Europe unie que tous les problèmes, même ceux qui à première vue semblent les plus individuels, trouveront la meilleure solution. Dès lors c'est par un travail patient et sage que nous progresserons vers notre but. Il faut montrer à côté d'un certain courage, en vertu de compréhension et l'art de patienter.

En résumé, aux Etats-Unis les partisans d'une Europe Unie n'ont aucune raison de se décourager. Leur effort a permis certaines réalisations. Seuls nous n'aurions jamais pu franchir l'étape parcourue. Etant donné les réelles difficultés qui existent, cette étape est loin d'être négligeable. Vraiment ce n'est pas le moment de se désintéresser d'une œuvre dont la nécessité est capitale pour notre civilisation occidentale, et pour la Paix.